

**Point de presse de la porte-parole -
Union européenne - Consultations
citoyennes, déplacement de Mme
Nathalie Loiseau en Meurthe et
Moselle / Situation des villages
palestiniens de Khan al-Ahmar et
Abu Nuwar / Iran**
(Paris, 04 juillet 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et a répondu à la question suivante :

1 - Union européenne - Consultations citoyennes, déplacement de Mme Nathalie Loiseau en Meurthe et Moselle (4 juillet 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, se rend aujourd'hui à Nancy où elle participera à une consultation citoyenne avec 300 jeunes lauréats de l'institut de l'engagement.

L'institut de l'engagement repère des jeunes qui se sont engagés dans une mission d'intérêt général et y ont montré leur potentiel mais se heurtent à des barrières culturelles, sociales, financières ou liées à un handicap qui les empêchent de réaliser ce potentiel. L'institut leur ouvre des portes, les appuie dans leur projet en leur apportant un accompagnement personnalisé et un soutien financier au cas par cas.

A ce jour plus de 350 évènements ont été labellisés "consultation citoyenne sur l'Europe" en France. Une consultation numérique a été lancée le 9 mai 2018, avec un questionnaire unique dans toutes les langues officielles de l'Union, disponible sur le site de la Commission ou via QuelleestvotreEurope.fr.

2 - Situation des villages palestiniens de Khan al-Ahmar et Abu Nuwar

La France condamne la démolition par l'armée israélienne, ce matin, de plusieurs habitations dans le village palestinien d'Abu Nuwar (Cisjordanie).

Elle exprime à nouveau sa vive préoccupation au sujet de la situation du village palestinien de Khan al-Ahmar (Cisjordanie), également visé par des ordres de démolition émis par les autorités israéliennes qui pourraient être mis en oeuvre de manière imminente.

Ces mesures et l'incertitude qu'elles font peser ont pour résultat de fragiliser les conditions de vie déjà très précaires des habitants d'Abu Nuwar et de Khan al-Ahmar. Ces localités se situent en outre dans une zone essentielle à la continuité d'un futur Etat palestinien et donc à la viabilité de la solution des deux Etats, qui se trouve aujourd'hui fragilisée par ces décisions des autorités israéliennes.

Les démolitions d'infrastructures et d'habitations en Cisjordanie, sont contraires au droit international humanitaire, et en particulier à la IVème Convention de Genève, en ce qu'elles entraînent des évacuations et des transferts forcés de populations.

Dans ce contexte, la France appelle instamment les autorités israéliennes à ne pas mettre en oeuvre les ordres de démolition visant les implantations bédouines de Cisjordanie, et à s'abstenir de toute mesure visant à étendre ou pérenniser la colonisation dans les territoires occupés contraire au droit international, comme l'a réaffirmé la résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations unies. La France, en lien avec ses partenaires européens, continuera d'exercer sa vigilance à ce sujet.

3 - Iran

Q - Confirmez-vous la prochaine réunion ministérielle sur le JCPOA à Vienne vendredi ?

R - Une réunion de la commission conjointe, en charge du suivi de la mise en oeuvre de l'accord sur le nucléaire iranien, se tiendra à Vienne au niveau ministériel le 6 juillet. La France sera représentée par le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian.

Cette réunion sera l'occasion de faire le point sur la mise en oeuvre de cet accord depuis l'annonce par les Etats-Unis de leur retrait, le 8 mai dernier, et d'envisager la suite.

M. Jean-Yves Le Drian y rappellera le plein engagement de la France en faveur de la préservation du JCPOA. Il soulignera que le JCPOA reste en place, et rappellera que la France attend de toutes les parties qu'elles continuent à mettre en oeuvre leurs engagements au titre de l'accord. En particulier, l'Iran doit continuer à respecter l'ensemble de ses obligations nucléaires.

Par ailleurs, même si cette question est séparée, nous rappelons que nous invitons l'Iran à s'engager dans une discussion approfondie, visant un accord plus large, fondé sur la préservation du JCPOA, et couvrant aussi l'encadrement du programme nucléaire iranien sur le long-terme, les missiles balistiques, et l'influence de l'Iran dans la région./.